

Entretien avec Martti Ahtisaari dans Politique internationale (Été 1995)

Légende: En 1995, Martti Ahtisaari, président de la République de Finlande, accorde à la revue française Politique internationale un entretien dans lequel il détaille les conséquences, en matière de politique étrangère, de l'adhésion de son pays à l'Union européenne.

Source: Politique internationale. Été 1995, n° 68. Paris: Politique internationale.

Copyright: (c) Politique internationale

URL: http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_martti_ahtisaari_dans_politique_internationale_ete_1995-fr-b6d61ad2-f725-4128-be1d-931fd2853226.html

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Entretien avec Martti Ahtisaari

Finlande : du sang neuf pour l'Union Européenne

Philippe Doucet — *Monsieur le Président, si vous le voulez bien, commençons cet entretien par les questions européennes. La Finlande siège à Bruxelles depuis le 1^{er} janvier de cette année : que signifie, pour vous, cette appartenance à l'Union européenne?*

Martti Ahtisaari — Nous avons le sentiment, désormais, de faire vraiment partie du continent européen, de ne plus nous trouver isolés à ses confins. Concrètement, cela signifie que nous pouvons mieux défendre notre position et nos intérêts en étant au sein de l'Union qu'en dehors. Le premier bénéficiaire de cette appartenance est, sans le moindre doute, le monde des affaires finlandais pour qui notre entrée dans PUE représente de nouvelles opportunités. Comparez notre situation actuelle à ce qu'elle aurait pu être si nous étions demeurés un simple membre de l'Espace économique européen (EEE) : notre pays fût resté un partenaire muet, dépourvu de moyens d'intervention aussi significatifs sur l'évolution de l'Union et, par conséquent, de l'Europe.

Ph. D. — *Quelle est votre première perception du fonctionnement des mécanismes de l'Union ?*

M. A. — Nous en sommes encore au stade du rodage. Mais nous avons d'ores et déjà constaté que chaque membre veille jalousement sur ses propres intérêts — avec le souci de préserver les intérêts communs, cela va de soi. Cette phase d'observation est très formatrice. Je n'en suis pas moins convaincu que, par le regard neuf qu'ils portent sur les événements, les nouveaux membres peuvent stimuler la réflexion des anciens, y compris sur des questions débattues depuis des années.

J'ai été également très impressionné par l'intervention de Jacques Delors à Essen : il a exprimé sa vision d'une Union à 25 ou 30 membres et a décrit la façon dont il envisage l'évolution de ses mécanismes...

Ph. D. — *Quelle est, selon vous, la principale difficulté qu'il vous faudra surmonter pour vous intégrer parfaitement à l'Union?*

M. A. — Probablement l'adaptation de notre agriculture au marché unique. Une période de transition de cinq ans me semble nécessaire. J'espère que, au terme de ce délai, nos agriculteurs seront plus prospères et notre démographie rurale mieux structurée — ce qui facilitera notre intégration dans le système européen. Mais il s'agit là d'une question interne, que nous devons régler en douceur en nous appuyant sur un consensus national.

Ph. D. — *Que pensez-vous de l'équilibre des pouvoirs au sein de l'Union et, en particulier, de l'émergence d'un « axe franco-allemand »?*

M. A. — La coopération étroite entre la France et l'Allemagne est logique compte tenu des liens historiques très anciens qui existent entre les deux nations. Mais la coopération franco-allemande n'est pas la seule alliance au sein de l'Union. Les ententes peuvent changer selon l'agenda européen : la France et l'Allemagne ne sont-elles pas en désaccord sur certaines questions-clés — au moins sur certaines nuances? Je note également que la France se rapproche de la Grande-Bretagne sur d'autres plans.

Bref, il me semble que ce sont surtout les enjeux du moment qui déterminent les coalitions au sein de l'Union. La Finlande, le Danemark et la Suède pourraient être tentés de constituer un « bloc nordique ». Il se trouve que ce n'est pas le cas. En toute hypothèse, ces rapprochements ne m'inquiètent pas. Bien au contraire, ils forment, à mon sens, la colonne vertébrale de l'Union européenne. Reste à savoir dans quelle mesure ils se révéleront suffisamment souples pour faire face aux défis extérieurs.

Ph. D. — *Lesquels, par exemple?*

M. A. — Je reviens d'un voyage en Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Singapour et Thaïlande). J'y ai

rencontré un très grand pessimisme quant à la capacité de l'Europe à survivre dans une économie internationale de marché. Les Asiatiques disent : « Nous allons vous battre à ce jeu et vous le savez. La preuve : vous commencez à construire des barrières pour vous protéger car vous craignez de ne pas demeurer compétitifs face à nous ».

Voilà peut-être le premier défi européen : pour rester dans la course internationale, les Européens doivent s'entendre sur des points essentiels comme, par exemple, la formation et la recherche. Aux chefs d'État asiatiques que j'ai rencontrés, j'ai personnellement répondu que la Finlande ne serait jamais du côté de ceux qui veulent, en Europe, dresser des barrières. Nous ne sommes pas devenus membre de l'Union pour solliciter sa protection, que ce soit sur le plan commercial ou militaire.

Ph. D. — *Êtes-vous prêts à participer à une défense commune européenne ?*

M. A. — Nous ne rejetons pas toute idée de coopération dans le domaine militaire. Mais aujourd'hui, notre contribution à la sécurité européenne consiste à conserver notre propre défense. Pour des raisons historiques, nous avons appris à compter sur notre propre défense.

Ph. D. — *Quels sont les partenaires européens privilégiés de la Finlande ?*

M. A. — Je tiens, d'abord, à répéter que la Finlande n'est pas entrée dans l'Europe pour favoriser l'émergence de je ne sais quel « bloc nordique » - et cela, bien que le Danemark et la Suède aient une approche voisine de la nôtre pour ce qui touche aux questions sociales et à la démocratie.

Mais, j'insiste, il nous est nécessaire de pouvoir compter sur des partenaires, au sein de l'Union, sans pour autant nous lier de manière permanente avec l'un ou l'autre d'entre eux. L'objectif est de parvenir à un développement équilibré de l'ensemble du continent. Là est la véritable ambition.

Ph. D. — *Pourriez-vous citer quelques-uns de ces alliés potentiels ?*

M. A. — La Finlande n'exclut aucun accord axé sur une question spécifique avec qui que ce soit. Le secteur de la mer Baltique, notre zone naturelle de coopération, est certes important à nos yeux. Mais nous souhaitons également promouvoir la coopération dans le secteur de la Méditerranée. Consultez les documents sur lesquels nous nous sommes fondés pour argumenter notre adhésion à l'Union européenne : vous y découvrirez que notre ministre des Affaires étrangères a largement évoqué cet « espace méditerranéen », alors que nos interlocuteurs s'attendaient à ce qu'il évoque plutôt la région nordique! Je le répète : nous sommes attentifs à toutes les possibilités de coopération, proches ou éloignées.

Ph. D. — *Estimez-vous qu'il faille ouvrir l'Union aux ex-démocraties populaires ?*

M. A. — Il est très difficile de prédire quels seront les prochains pays membres de l'Union. Il leur faudra, en principe, respecter toutes sortes de critères assez contraignants pour pouvoir postuler : taux de croissance et d'inflation, capacité de développement, accords de coopération déjà existants avec les pays membres.

Je constate cependant que nombre des postulants éventuels — je pense en particulier aux Polonais, aux Hongrois, aux Tchèques, aux Slovaques — désirent devenir membres d'autres organisations internationales comme, par exemple, l'OTAN ou l'AELE (c'est le cas de la Slovénie) avant de demander à entrer dans l'Union européenne. En outre, Bruxelles les a avertis : « Ne nous apportez pas vos problèmes ! » Cela me paraît être un conseil fort sage. Quand je rencontre l'un de mes homologues de ces pays, je transmets ce message en lui décrivant la démarche d'adhésion de la Finlande. Notre entrée s'est, il est vrai, réalisée dans un contexte de crise économique nationale, mais nous avons des perspectives de croissance (de l'ordre de 5 % en 1995) qui sont très satisfaisantes ; de nombreux experts prévoient même que nous maintiendrons ce taux jusqu'à la fin de cette décennie. Lorsque l'on désire entrer dans l'Union européenne, il ne faut pas se présenter avec une balance négative; il faut, au contraire, offrir quelque chose à ceux qui vous accueillent...

Ph. D. — *Quel a été l'apport majeur de la Finlande à l'Union ?*

M. A. — A titre d'exemple, notre expertise en matière de maintien de la paix.

[...]

PM. D. — *L'Union monétaire prévue par le traité de Maastricht n'est-elle pas un objectif trop difficile à atteindre pour Finlande ?*

M. A. — Nous avons une attitude très ouverte sur cette question. Mais quand on évoque ce processus, il faut garder à l'esprit que très peu de pays répondent aujourd'hui aux critères économiques et financiers prévus par le traité. Pour la Finlande comme pour tous les membres, l'Union monétaire est un véritable défi : chaque pays doit évoluer à son propre rythme pour atteindre les objectifs proposés.

Ph. D. — *Depuis que la Finlande siège à Bruxelles, l'Union européenne possède 1300 km de frontières avec la Russie. Êtes-vous en mesure d'assurer la sécurité de cette zone frontalière ?*

M. A. — Je vais peut-être vous surprendre : la surveillance de notre frontière avec la Russie est meilleure aujourd'hui que sous le régime soviétique. D'abord, parce que nos garde-frontières mettent un point d'honneur à prouver à l'Europe qu'ils sont capables d'assumer cette tâche. Ensuite, parce qu'ils s'inquiètent en permanence auprès de leurs homologues russes — et aussi estoniens — du fonctionnement pratique et technique de leur propre dispositif de surveillance. Deux réunions formelles sont programmées chaque année à ce sujet. Et, croyez-moi, il s'agit de discussions entre professionnels...

Ph. D. — *Vladimir Jirinovski a formulé plusieurs déclarations très hostiles à la Finlande. Ne traduisent-elles pas, selon vous, la résurgence d'une menace militaire vis-à-vis de votre pays ?*

M. A. — M. Jirinovski est un personnage qui a émis tant de remarques insensées et s'est tant de fois contredit que je vous laisse imaginer ce que je pense de lui!

Je redoute bien davantage, en tant que Finlandais et en tant que citoyen européen, la vétusté de ses centrales nucléaires et la détérioration de son économie! Cela dit, il ne faut pas sous-estimer la dimension russe. Si elle est négligée, elle pourrait remettre en question la stabilité globale de l'Europe. La menace russe sur l'Europe a changé de nature. Et si la Russie ne décolle pas économiquement, c'est tout le Vieux Continent qui risque, je le répète, d'être déstabilisé.

Ph. D. — *Que préconisez-vous ?*

M. A. — Moscou et Saint-Pétersbourg doivent, d'urgence, définir le rôle dévolu aux investisseurs étrangers. La Russie ne peut se passer de leur concours et de leur soutien : elle doit donc leur offrir un environnement économique et juridique stable.

Les dirigeants russes doivent également s'interroger sur les enjeux d'une économie de marché. Je me tourne, là encore, vers l'Asie et je me dis que la classe politique russe pourrait s'inspirer avec profit des méthodes de ces pays qui, pour l'essentiel, organisent et gèrent avec succès leur développement.

Ph. D. — *Quelle confiance avez-vous dans l'avenir politique de la Russie ?*

M. A. — Il faut être lucide : la mutation démocratique de la Russie prendra du temps, beaucoup de temps. Que voulez-vous, la transition démocratique opère moins facilement que le Nescafé! A une époque où tout le monde veut tout de suite, il devient difficile de raisonner dans une perspective à long terme. C'est pourtant ce qu'il faut faire avec la Russie. J'ai la chance d'avoir un mandat de six ans, ce qui me permet d'appréhender les choses avec un certain recul.

[...]

